

LA LETTRE

DE LA

COOPERATION DECENTRALISEE



meilleurs vœux 2011



Décembre 2010

SOMMAIRE

Editorial	2
Afrique	3
Amérique latine et Caraïbes	13
Asie	17
Europe	18
Méditerranée	23
Jeunesse	30
Tourisme responsable	32
Eau	33
Institutions européennes	34
CGLU	36
Agenda	37
Publications	39

2010 : une année d'intense activité pour l'action internationale des collectivités territoriales

Cette année 2010 restera, malgré les difficultés, une année particulièrement riche pour l'activité internationale des collectivités territoriales françaises.

Le processus d'élargissement de la coopération décentralisée en direction des pays émergents s'est poursuivi, confirmant au réseau international de nos communes, départements et régions son premier rôle mondial.

Cités Unies France a organisé avec la délégation à l'action internationale des collectivités territoriales et les postes diplomatiques des rencontres bilatérales en Inde, en Arménie, au Japon, en Chine, au Bénin, au Sénégal, au Vietnam et au Mexique. En France, les collectivités territoriales russes viennent d'être accueillies par la ville de Strasbourg.

Cette activité importante a, bien sûr, fortement mobilisé l'équipe de Cités Unies France, mais elle a surtout été le fait des élus et des équipes internationales des collectivités.

Ce qui se dessine à travers ces nombreuses rencontres qui ont impliqué des centaines de collectivités françaises et étrangères, dépasse largement la coopération décentralisée proprement dite. Si une part importante de ces assises fût consacrée au travail avec les partenaires et à la « redynamisation » des liens, elle a aussi permis une confrontation générale avec des collectivités de nombreux

pays. Cela concerne tous les domaines, qu'il s'agisse de gestion urbaine, de social, de culture, d'aide à la création d'entreprise, de formation, de santé, de démocratie locale voire de petite enfance ou de handicap. C'est comme si l'on faisait des congrès de maires, de départements ou de régions bilatéraux partout dans le monde.

Pour des raisons de charge de travail et des raisons matérielles, il n'est sans doute pas souhaitable que nous ayons une année 2011 aussi pleine que l'année 2010. En concertation avec la Délégation pour l'Action extérieure des Collectivités territoriales (DAECT), nous allons veiller à ce qu'il y ait moins d'assises bilatérales de ce type – sachant qu'elles sont souvent dues à l'initiative de nos ambassades.

Il n'en reste pas moins que cette confrontation internationale permanente est une nouvelle source d'enrichissement au service de la gestion quotidienne des collectivités locales.

La réciprocité dans la coopération décentralisée n'est plus seulement un objectif théorique. Elle se met en œuvre sous nos yeux en tout cas pour ce qui concerne l'échange d'expériences et de bonnes pratiques.

Bertrand Gallet
Directeur général

COOPERATION TRANSFRONTALIERE

A l'occasion des prochaines réunions des groupes-pays du pôle Afrique organisées fin 2010 (Mauritanie, Burkina Faso, Mali) et début 2011 (Niger, Sénégal), l'approche transfrontalière de la coopération décentralisée sera explorée, avec l'appui de la Mission Opérationnelle Transfrontalière et de plusieurs collectivités françaises qui s'y investissent.

Nous reviendrons ultérieurement sur ces échanges et sur les opportunités que cette approche peut apporter aux partenariats.

COOPERATION DECENTRALISEE ET SECURITE AU SAHEL

Le compte-rendu de la conférence, organisée le 13 octobre 2010 sous la présidence de Charles Josselin et des présidents de groupes-pays Afrique, est disponible sur le site de Cités Unies France. Il a été adressé aux participants ainsi qu'à tous les membres des groupes-pays concernés.

Avaient débattu, avec près de 80 représentants de collectivités et associations engagées au Sahel, Jean-Christophe Rufin, ancien diplomate, le ministère des Affaires étrangères et européennes représenté par Antoine Joly, délégué à l'Action extérieure des collectivités territoriales, et Gérard Tournier, sous-directeur du Centre de crise.

Une rencontre plus opérationnelle sera proposée au premier trimestre 2011.

Pour télécharger le compte-rendu :

<http://www.cites-unies-france.org/spip.php?article1157>

Proposition de conférences sur le thème du développement et de la coopération

Philippe Milon, auteur du livre « Rendons le pouvoir à l'Afrique ! » (paru en 2009, chez l'Harmattan), ancien président du groupe-pays Burkina Faso et de l'association de collectivités Europe-Echanges (associations de 8 communes de la région nord de Rouen), est disponible pour intervenir à l'occasion de conférences organisées par les collectivités et structures engagées en coopération décentralisée sur le thème : développement et coopération.

Contact : pjmilon@wanadoo.fr

DÉLÉGATION INTERMINISTÉRIELLE POUR L'ÉDUCATION NUMÉRIQUE EN AFRIQUE

Le gouvernement français s'engage dans un vaste plan d'éducation numérique en créant la Délégation Interministérielle pour l'Éducation Numérique en Afrique (DIENA). Dans ce cadre, le programme Sankoré propose aux collectivités françaises et africaines des jumelages éducatifs numériques dans leurs écoles.

C'est pour participer pleinement à cet engagement dans le cadre des objectifs du millénaire

pour le développement que Cités Unies France a récemment signé une convention avec la DIENA pour la réalisation de ces jumelages éducatifs numériques et le soutien à l'équipement d'écoles ou de centres de formation en Afrique. L'Agence Mondiale de Solidarité Numérique (AMSN) est missionnée par la DIENA pour accompagner les collectivités dans la mise en place de ces jumelages.

Ce programme et les outils développés ont été présentés lors du salon de l'éducation qui a eu lieu porte de Versailles, le jeudi 25 novembre.

Pour plus d'informations :

Hubert Julien-Laferrière

Courriel : hubert.julien-laferriere@mairie-lyon.fr

BÉNIN

Présidente du groupe-pays : Rose-Marie Saint Germès Akar, vice-présidente de la communauté d'agglomération de Cergy-Pontoise

1^{ères} Assises de la coopération décentralisée franco-béninoise



Séance plénière d'ouverture des Assises : de droite à gauche : Hervé Besancenot ambassadeur de France au Bénin, Jean-Marie Ehouzou ministre béninois des Affaires étrangères, de l'intégration africaine, de la francophonie et des Béninois de l'extérieur (MAEIAFBE), Alassane Seidou, ministre béninois de la Décentralisation, de la gouvernance locale, de l'administration et de l'aménagement du territoire (MDGLAAT), Rose-Marie Saint Germès Akar présidente du groupe-pays Bénin à Cités Unies France, et Soulé Alagbé, président de l'Association nationale des communes du Bénin (ANCB)

Les 28 et 29 octobre 2010 se sont tenues les 1^{ères} Assises de la coopération décentralisée franco-béninoise à la Chambre de commerce et d'industrie de Cotonou, en présence du Ministre béninois de la décentralisation, Alassane Seidou, du Ministre béninois des affaires étrangères, Jean-Marie Ehouzou, de son Excellence l'Ambassadeur de France au Bénin,

Hervé Bensancenot, du Président de l'association nationale des communes du Bénin, Soulé Alagbé, et de la présidente du groupe-pays Bénin de Cités Unies France, Rose-Marie Saint Germès Akar.

La délégation française représentait près d'une dizaine de collectivités (région département, agglomérations et municipalités) très proactives dans la préparation de cette rencontre majeure. La grande majorité des maires béninois était également présente.

Les échanges que les collectivités ont pu avoir lors des ateliers sur les questions d'intercommunalité, d'aménagement du territoire et sur les enjeux culturels et touristiques ont été riches en enseignements. A l'issue de ces débats, des recommandations ont été tirées pour consolider les bonnes pratiques en matière de coopération. L'ensemble des participants et organisateurs s'est félicité du succès de cet événement et a milité pour qu'une 2ème édition voie le jour à l'horizon 2013.

Le comité d'organisation béninois est en charge de la rédaction des actes qui devraient être diffusés début 2011. Les collectivités françaises membres du groupe-pays Bénin seront invitées à se réunir probablement fin janvier 2011 notamment pour partager leur bilan de cette rencontre.

COMORES

Rencontre avec le président de l'Association des maires de Ngazidja

A l'occasion de sa mission en France, notamment pour préparer l'officialisation du partenariat avec le conseil général Seine-Saint-Denis, Saïd Mchangama, président de l'Association des maires de Ngazidja (AMN), a fait l'honneur de passer par Cités Unies France, mardi 9 novembre. Cette rencontre a permis de mieux connaître l'état d'avancement du processus de décentralisation aux Comores et de faire un point des collectivités françaises partenaires des collectivités comoriennes. Ces dernières souhaitent voir le nombre de coopérations décentralisées avec des collectivités françaises augmenter.

Fort d'une importante communauté originaire des Comores, le département de la Seine-Saint-Denis souhaite axer sa coopération décentralisée avec l'AMN, entre autres sur l'aide à la formation, l'accès aux nouvelles technologies de l'information et de la communication, et la desserte électrique.

BURKINA FASO

Président du groupe-pays : Jean-Bernard Damiens, vice-président du conseil régional du Limousin

Réunion du groupe-pays Burkina Faso

La prochaine réunion du groupe-pays Burkina-Faso aura lieu le 10 décembre 2010, de 10h00

à 16h30, dans les locaux de Cités Unies France. L'ordre du jour et le bulletin d'inscription sont téléchargeables à l'adresse suivante :

<http://www.cites-unies-france.org/spip.php?article1151>

ACTUALITES BURKINA FASO

Le président sortant réélu avec près de 81% des voix

Blaise Compaoré, qui faisait figure de favori, dans ce scrutin présidentiel burkinabè qui n'a pas battu des records de participation, a été largement réélu dès le premier tour.

Le président burkinabè a été réélu avec près de 81% des suffrages lors de l'élection présidentielle de dimanche, a-t-on appris mercredi 24 novembre. Ce score (80,98% précisément), calculé à partir de résultats locaux provisoires, a été publié par le quotidien d'État Sidwaya. Les résultats officiels seront proclamés jeudi par la Commission électorale nationale indépendante (Ceni).

Ses principaux opposants ont d'ores et déjà rejeté les résultats de l'élection, avant même qu'ils ne soient rendus publics.

Hama Arba Diallo a obtenu 7,96% des votes et Bénéwendé Stanislas Sankara, 5,52%. Ils dénoncent, avec d'autres candidats malheureux à l'élection, de « graves irrégularités ».

Faible participation

Il aura suffi d'un seul tour à celui qui dirige le pays depuis 1987 pour être réélu, à l'âge de 59 ans, en remportant 1,3 million des suffrages exprimés. Le scrutin a cependant été marqué par une faible participation : sur les 16 millions de Burkinabè recensés, 3,2 millions d'électeurs étaient appelés à voter mais environ 48 % d'entre eux seulement se sont déplacés.

En 2005, lors du précédent scrutin présidentiel, il avait été réélu avec 80,35% des voix pour 3,9 millions d'électeurs inscrits.

(Source : <http://www.jeunefrique.com/Article/ARTJAWEB20101123152331/opposition-cedeao-election-presidentielle-presidentielle-presidentielle-quatre-opposants-rejettent-par-avance-les-resultats-du-scrutin.html> ; 24/11/2010)

ACTUALITES CÔTE D'IVOIRE

A ce jour, la situation au Côte d'Ivoire semble totalement bloquée à la suite des élections présidentielles. Laurent Gbagbo refuse d'admettre la victoire d'Alassane Ouattara, victoire reconnue par la commission électorale et l'ensemble de la communauté internationale notamment les Nations Unies. Sans préjuger de la suite des événements, il est à souhaiter que la relance de la coopération décentralisée franco-ivoirienne ne soit pas interrompue et que, bien entendu, une solution politique pacifique soit trouvée dans l'intérêt des Ivoiriens.

ACTUALITES GUINÉE CONAKRY

Alpha Condé remporte l'élection présidentielle avec 52,52% des voix

La Commission électorale nationale indépendante l'a annoncé : c'est Alpha Condé qui remporte l'élection présidentielle en Guinée, avec 52,52% des voix, contre 47,48% pour son adversaire Cellou Dalein Diallo, selon des résultats provisoires. Peu après l'annonce, des coups de feu ont été entendus à Conakry.

Dans sa première déclaration publique, il a déclaré à son adversaire : « Une fois passé cette éprouvante campagne électorale, le temps est venu de se donner la main dans un esprit de concorde et de fraternité. » Il a ajouté : « A mon jeune frère Cellou Dalein Diallo, j'adresse mes sincères félicitations et je tends une main fraternelle pour l'édification d'une Guinée unie et prospère. » Il affirme qu'il serait : « le président du changement au bénéfice de tous, le président de la réconciliation nationale et du progrès ».

Recours devant la Cour suprême

Dans une interview à RFI, Cellou Dalein Diallo a lancé : « un appel à tous les militants et sympathisants de l'UFDG (son parti, NDLR) [...] à faire preuve de retenue, de calme et de discipline ». « Il faut à tout prix préserver la paix et l'unité de la nation », a-t-il ajouté. Le candidat a affirmé qu'il allait introduire des « réclamations auprès de la Cour suprême en espérant que celle-là prendra tout le temps nécessaire [...] afin de [le] rétablir dans [ses] droits ».

Le vice-président de son parti, Amadou Bah Oury a accusé « une certaine administration toujours gangrenée par la mal gouvernance » d'avoir « changé les PV » électoraux, et affirme en détenir les preuves qui doivent être transmises à la Cour suprême.

(Source : <http://www.jeuneafrique.com/Article/ARTJAWEB20101115192000/guinee-securite-election-presidentielle-violencealpha-conde-remporte-l-election-presidentielle-avec-52-52-des-voix.html>; 15/11/2010)

Paris déconseille formellement aux Français de se rendre en Guinée

La France déconseille "formellement" à ses ressortissants de se rendre en Guinée, où l'évolution de la situation est préoccupante, a déclaré jeudi le ministère des affaires étrangères.

« Des consignes de prudence sont régulièrement diffusées par notre ambassade à la communauté française présente en Guinée. La fiche Guinée sur le site Internet Conseils aux voyageurs, actualisée, déconseille formellement de se rendre dans le pays dans le contexte actuel », a affirmé lors d'un point de presse la porte-parole adjointe du ministère, Christine Fages. (...)

Depuis l'annonce de la victoire à l'élection présidentielle de l'opposant historique Alpha Condé, au moins sept personnes sont mortes. Le général Sékouba Konaté, président de la transition en Guinée, a décrété l'état d'urgence jusqu'à la proclamation des résultats définitifs de la présidentielle.

(Source : http://www.lemonde.fr/afrique/article/2010/11/18/paris-deconseille-formellement-aux-francais-de-se-rendre-en-guinee_1441961_3212.html; 18/11/2010)

ACTUALITÉS MADAGASCAR

Un référendum constitutionnel et un putsch militaire

Sept millions d'électeurs malgaches ont été appelés à se prononcer le 17 novembre 2010 sur un projet de Constitution censé apporter le changement. Mais le scrutin proposé par la Haute Autorité de la transition, deux ans après sa prise du pouvoir, n'offre aucune perspective d'apaisement ni de reconnaissance internationale. Preuve en est, un groupe d'officiers malgaches a annoncé la suspension des institutions du pays.

Le référendum constitutionnel du 17 novembre a été marqué par un putsch militaire mené par un groupe d'officiers supérieurs retranchés dans une base de la banlieue d'Antananarivo. "A partir de maintenant, toutes les institutions existantes sont suspendues, et c'est un comité militaire qui va gérer les affaires du pays", a déclaré le général Noël Rakotonandrasana à la tête des putschistes. Ce général sans affectation était l'ancien ministre de la Défense d'Andry Rajoelina, le président de la Haute Autorité de la Transition (HAT), qu'il avait soutenu dans son accession au pouvoir en mars 2009.

(Source : <http://www.courrierinternational.com/revue-de-presse/2010/11/17/un-referendum-constitutionnel-et-un-putsch-militaire>, 17/11/2010)

Elections communales : date reportée, dépôt de candidature suspendue

Aucune précision sur la date, le décret 2010-924 du 20 décembre 2010 s'est limité à stipuler le report de la date du 20 décembre pour la tenue des communales et la suspension jusqu'à nouvel ordre du dépôt de candidature.

Les réclamations des différents partis politiques pour repousser la date du 20 décembre 2010 ont trouvé écho au niveau de l'exécutif. Selon le décret 2010-924, les élections communales seront reportées ultérieurement. Et même les ténors au niveau du parti TGV, qui est majoritairement représenté dans les institutions, ont sonné pour le report de la course à la mairie, et ce, après l'indifférence quasi-généralisée quant aux organisations des préparatifs du référendum du 17 novembre dernier. Selon Haja Ramaherijaona, coordinateur régional du parti TGV, "il est plus que nécessaire que la date de 20 décembre soit reculée pour assurer plus de crédibilité aux prochaines échéances électorales". En fait, les erreurs sur les listes électorales ont failli coûter cher à la réputation de la commission électorale nationale indépendante (CENI).

Tandis que les partis politiques jugés grands par leur taille et leur couverture à l'échelle nationale, ont déjà roulé pour ce report bien avant le référendum. Le seul parti qui a été contre est le Malagasy Tonga Saina (MTS) de Roland Ratsiraka. Le MTS qui a maintes fois réitéré la nécessité de la voie des urnes pour raccourcir la transition, n'était pas d'accord à ce que l'on repousse la date des communales. Selon Benjamina Ramanantsoa, secrétaire national du parti, "l'amélioration des listes électorales et la réorganisation au niveau de la CENI, pourrait se rattraper avant la date du 20 décembre".

(Source : http://www.courrierdemada.com/mg/index.php?option=com_content&view=article&id=11013:elections-communales-date-reportee-depot-de-candidature-suspendue&catid=46:les-autres-titres ; le 22/11/2010)

MALI

Président du groupe pays : Guy-Michel Chauveau, maire de La Flèche

Prochaine réunion du groupe-pays Mali

La prochaine réunion du groupe-pays Mali aura lieu le 16 décembre 2010 dans les locaux de Cités Unies France. L'ordre du jour et le bulletin d'inscription sont téléchargeables à l'adresse suivante : <http://www.cites-unies-france.org/spip.php?article1152>.

MAURITANIE

Président du groupe-pays : Michel Sapin, député maire d'Argenton-sur-Creuse

Réunion du groupe-pays Mauritanie

La prochaine réunion du groupe-pays Mauritanie aura lieu le 9 décembre 2010, dans les locaux de Cités Unies France. Vous pouvez télécharger l'ordre du jour et le bulletin d'inscription à l'adresse suivante : <http://www.cites-unies-france.org/spip.php?article1156>.

ACTUALITES MAURITANIE

Ouverture du Forum national sur le terrorisme

La Mauritanie a inauguré, dimanche 24 octobre 2010, son Forum national sur le terrorisme. Dans son discours inaugural, le président Mohamed Ould Abdel Aziz a exprimé sa détermination dans la lutte contre al-Qaïda au Maghreb islamique (Aqmi). Il a aussi remercié son homologue malien Amadou Toumani Touré pour son aide.

(Source : <http://fr.allafrica.com/stories/201010250594.html> ; le 25/10/2010 par RFI)

MOZAMBIQUE

Le 19 novembre, Cités Unies France a reçu une délégation de la ville de Beira, intéressée à développer des coopérations internationales. La délégation mozambicaine a également rencontré un représentant du ministère des Affaires étrangères et européennes (Modernisation de l'Etat/Action extérieure des collectivités territoriales).

Malgré le peu de partenariats avec les collectivités de pays, à l'instar du conseil général de Seine Saint Denis avec Matola, Cités Unies France s'attachera dans les mois à venir à mieux faire connaître le Mozambique auprès des collectivités françaises.

Contact : **Georges Goyon** - Sous-Direction d'Afrique Australe et de l'Océan Indien
Malawi, Mozambique, Swaziland, Zambie et C.O.M.E.S.A
Courriel : georges.goyon@diplomatie.gouv.fr

NIGER

Président du groupe-pays : Stéphane Valli, vice-président de la communauté de communes de Faucigny Glières

Réunion du groupe-pays Niger

La réunion de rentrée du groupe-pays Niger est prévue fin janvier 2011. La date et l'ordre du jour seront communiqués aux membres du groupe-pays avant la fin de l'année.

ACTUALITÉS NIGERIA

Difficile pacification

Le Mouvement pour l'émancipation du delta du Niger (Mend), le principal groupe armé du Sud pétrolifère du Nigeria, lutte depuis 2006 pour une meilleure répartition des revenus pétroliers, notamment dans la région du Delta.

En 2009, le pouvoir d'Abuja, qui avait jusque-là choisi l'option militaire pour régler ce problème, avait changé de fusil d'épaule en accordant une amnistie aux militants de ce mouvement qui accepteraient de déposer les armes.

20 000 militants avaient alors rendu leurs armes entre août et octobre 2009. Un de leurs chefs présumés, Henry Okah, avait été libéré dans la foulée après deux ans de prison.

Après des années de violences qui ont fait chuter la production de pétrole, celle-ci est remontée depuis un an à la faveur de l'amnistie offerte aux groupes rebelles.

Mais, depuis plusieurs mois, on assiste à une résurgence de la violence dans cette partie du Nigeria. Le Mend a confirmé vendredi dernier dans un communiqué avoir enlevé sept étrangers début novembre, au cours de l'attaque contre une plateforme pétrolière et un bateau logistique au large du Nigeria.

Bien avant, le Mend a revendiqué le double attentat à la voiture piégée qui s'est produit récemment à Abuja pendant les fêtes de commémoration des 50 ans d'indépendance du Nigeria.

Cet attentat est le signe de l'évolution du mode opératoire du Mend, en plus des rapt, sabotages d'oléoducs et attaques contre des installations pétrolières.

Est-ce une façon de mettre la pression sur le gouvernement fédéral afin que toutes leurs demandes relatives au contrôle des ressources du delta du Niger soient satisfaites ?

(Source : <http://fr.allafrica.com/stories/201011160808.html> ; 16/11/2010)

TOGO

Présidente du groupe-pays : Monique Papot-Liberal, vice-présidente de la communauté de communes de la Côte Roannaise

Réunion du groupe-pays Togo

La réunion du groupe-pays Togo du 8 novembre 2010 s'est tenue à Cités unies France. Elle a essentiellement porté sur les points suivants :

- la fin du programme concerté de promotion et renforcement de la coopération décentralisée franco-togolaise, le 31 décembre 2010.

Dans ce cadre une mission conduite par la présidente du groupe-pays est prévue du 30 novembre au 3 décembre au Togo. Y participent, Norbert Bealu pour la ville de Bressuire ; Sarah de Rekeneire, chargée à Cités Unies France des programmes concertés.

- un projet d'assises de la coopération décentralisée au Togo, qui pourraient se tenir en 2012 (après les élections locales au Togo si effectives)
- les activités du groupe-pays Togo en 2011 : la date de la prochaine réunion sera communiquée en début d'année.

Pour télécharger les synthèses de ces réunions :

<http://www.cites-unies-france.org/spip.php?article1138>

ACTUALITES TOGO

Campagne sanitaire en faveur des victimes des inondations

La Croix-Rouge Togolaise (CRT), avec le soutien du Comité international de la Croix-Rouge (CICR) lance une campagne d'éducation sanitaire et d'autres actions en faveur de plus de 200 000 personnes sinistrées suite aux récentes inondations dans le sud-est du Togo et dans les quartiers périphériques de la capitale Lomé.

« Après de grandes inondations, il est crucial de réduire les risques pathogènes par des mesures d'hygiène renforcées, » explique Jacques Maradan, coordinateur du programme eau et assainissement de la délégation régionale du CICR à Abidjan.

Une centaine de volontaires de la CRT formés en santé communautaire effectuent du porte-à-porte dans les neuf quartiers les plus inondés de la banlieue est de Lomé, pour expliquer l'importance du lavage des mains et du traitement de l'eau de boisson à domicile avec de l'eau de javel ou des pastilles de chlore. D'autres sensibilisent les victimes dans trois stands situés dans des zones qui abritent environ 200 000 personnes affectées.

La CRT va également distribuer des articles ménagers à environ 5000 personnes dans douze localités du sud-est du pays parmi les plus touchées par les récentes inondations. Afin de les aider à faire face à la situation, la Croix-Rouge leur distribue seaux, savons, nattes, pagnes, kits d'hygiène féminine, kits de cuisine, bâches et moustiquaires.

(Source : Croix-rouge Togo, 12/11/2010)

Pour plus d'informations :

Constance Koukoui, chargée de mission (Burkina Faso, Mali, Niger, Togo)

Courriel : c.koukoui@cites-unies-france.org

Sarah de Rekeneire, chargée de mission (Sénégal, programmes concertés)

Courriel : s.derekeneire@cites-unies-france.org

Sarah Schönfeld, chargée de mission (Bénin, Madagascar, Mauritanie)

Courriel : s.schonfeld@cites-unies-france.org

HAÏTI

Président du groupe-pays : Christian Dupuy, maire de Suresnes

Fonds de solidarité Haïti

Cités Unie France a enregistré la somme de 645 254 euros, correspondant aux dons de près de 200 collectivités françaises, au crédit du compte « Solidarité Haïti », en date du 26 novembre 2010.

A l'écoute des autorités haïtiennes, le fonds de solidarité confié à Cités Unie France sera consacré à deux projets :

- D'une part, à la construction ou rénovation de salles de classes publiques du premier degré dans la vallée de la côte des Palmes (Léogane, Gressier, Grand Goave et Petit Goave) et dans le département de la Grande Anse. Suite aux missions réalisées conjointement en mai, août et octobre avec la CACEM, la Fédération Canadienne des Municipalités (FCM), et l'Association des Municipalités Néerlandaises (VNG), Cités Unie France a identifié avec les autorités haïtiennes un programme complémentaire de reconstruction d'établissements scolaires. Celui-ci se traduirait par la construction de cinq écoles fondamentales (9 classes) dans la région des Palmes, une par commune, sauf à Léogane qui concentre près de 50% de la population de la région, où nous en construirions deux. Pour chaque construction, la commune concernée et l'Etat haïtien mettront à disposition un terrain d'un carreau (1,29 ha) par école. La construction du Lycée professionnel sur un terrain identifié à la limite de Léogane et Gressier, serait pris en charge par l'Association des Régions de France (ARF).

Dans le département de la Grande Anse, l'AMAGA a sollicité Cités Unie France pour la construction de lycées d'enseignement général et professionnel. L'action de Cités Unie France permettra la rénovation de la ferme agricole de Marfrane à Jérémie et la construction d'un lycée d'enseignement général aux Abricots.

- Et d'autre part, donner un appui institutionnel aux élus des quatre communes des Palmes regroupées en intercommunalité et à ceux de la Grande Anse, regroupés en Association de Maires de la Grande Anse (AMAGA).

Cités Unie France a sollicité à la communauté d'agglomérations de la Martinique (CACEM) et à la communauté d'agglomération de Cergy Pontoise à fin qu'elles apportent leur expertise en matière d'organisation intercommunale.

A fin de pouvoir répondre aux demandes des autorités haïtiennes, Cités Unies France a adressé une note d'intention de demande de co-financement à la Fondation de France. Le comité de solidarité Haïti de celle-ci a décidé lors de sa réunion du vendredi 19 novembre, de soutenir nos actions de reconstruction et construction de bâtiments scolaires et d'appui institutionnel pour un montant de 980 000 euros.

Nous allons donc présenter un dossier complet de demande de co-financement pour un montant global de 1 625 000 euros, dont 645 000 correspondent au fonds de solidarité de Cités Unie France.

MEXIQUE

Séminaire France - Amérique latine : de nouveaux partenariats à l'échelle locale et régionale, le 17 novembre 2010, au Musée National d'Art, Mexico DF

Au cours de ces dernières années, la coopération décentralisée entre les collectivités françaises et celles des pays émergents a connu un développement marqué, et plus particulièrement avec les pays de l'Amérique latine. Pour mettre en valeur et mieux cerner ces liens de coopération, Cités Unies France et l'Agence Française du Développement, avec le concours du gouvernement de la ville de Mexico et du ministère des Affaires étrangères et européennes, ont organisé ce séminaire qui a été un side event du Congrès mondial de CGLU.

Michel Vauzelle, président du groupe-pays Brésil de Cités Unies France et président de la région Provence Alpes Côtes d'Azur, a ouvert le séminaire au nom de Cités Unie France et a souligné l'importance d'une approche territoriale dans le développement et le rôle des régions dans celui-ci.

Deux tables rondes ont été organisées. Lors de la première table ronde, Hugo Beteta, directeur sous-régional de la Commission économique et sociale pour l'Amérique Latine et les Caraïbes (CEPALC), a présenté les inégalités territoriales dans le continent et les défis d'un aménagement territorial plus équilibré. D'autre part, les représentants des différentes associations d'élus du Mexique, du Brésil et de la Colombie, ont présenté l'organisation territoriale dans leurs pays et leurs politiques de coopération internationale.

Pour la deuxième table ronde, Antoine Joly, délégué pour l'action extérieure des collectivités territoriales du MAEE, a présenté un diagnostic de la coopération décentralisée française en Amérique Latine. Différentes expériences de coopération décentralisée ont été exposées par la suite; celle de la région Ile de France avec la région métropolitaine de Santiago de Chile et la ville de Sao Paulo, et celle de la région Pays de la Loire avec l'Etat de Yucatan. Le partenariat entre l'AFD et la ville de Medellin a été également abordé et a montré la transformation urbaine et sociale de Medellin comme une expérience innovante avec des résultats concluants en bénéfice de la population.

Louis-Jacques Vaillant, directeur du département Amérique Latine et Caraïbes de l'AFD, a expliqué brièvement le rôle de l'agence en Amérique Latine et a souligné l'intérêt de soutenir les collectivités territoriales du continent latino-américain et le besoin de s'appuyer sur le réseau des universités et de la CEPALC. Nicolas Wit, directeur adjoint de Cités Unie France, et Jean-Paul Bachy, président de la commission des affaires internationales et coopération décentralisée de l'Association de Régions de France, ont conclu le séminaire. Le séminaire a montré que malgré une coopération décentralisée modeste entre les collectivités françaises et latino-américaines, il y a une demande des deux cotés pour établir des liens. Il a également montré qu'il n'y a pas de coopération décentralisée sans décentralisation et qu'il faut rechercher de nouvelles formes de gouvernance.

Le séminaire a réuni une centaine d'élus et de fonctionnaires territoriaux des collectivités françaises, du Brésil, du Mexique et de la Colombie, les trois pays latino-américains qui ont

été invités et dans lesquels l'AFD est présente.

V^{ème} Conférence annuelle de l'Observatoire de Coopération décentralisée Union européenne - Amérique latine

Organisée par la *Diputació* de Barcelone, en partenariat avec la ville de Montevideo, avec le concours du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) et l'Association flamande des municipalités, cette conférence a eu lieu les 28 et 29 octobre 2010, au siège du Comité des Régions à Bruxelles, sous la thématique « La coopération décentralisée en temps de crise ».

Le fil conducteur de la conférence a été orienté par deux questions : pourquoi les gouvernements locaux s'impliquent dans la coopération au développement ? Quelles sont les raisons pour structurer une politique de développement dans le cadre d'une stratégie de relations internationales des territoires ?

Les conclusions de la conférence sont disponibles à l'adresse suivante :

<http://conferencias.observ-ocd.org/documentos.pSourcehp?d=c>

ACTUALITÉS COLOMBIE

Plus d'un million d'affectés par les pluies qui s'abattent sur le pays depuis janvier 2010

Le ministère de l'Intérieur colombien a signalé que, jusqu'à présent, un million et demi de personnes ont été affectées par la vague hivernale qui s'abat sur le pays depuis janvier 2010. 28 des 33 départements ont été touchés par le phénomène pluvieux et les grandes villes ainsi que le secteur agricole et les infrastructures routières commencent à souffrir des graves conséquences. On compte 256 mille familles sinistrées, 137 morts, 350 blessés et 20 disparus, d'après la Croix Rouge colombienne. La situation est d'autant plus grave qu'on prévoit au moins 5 mois de plus de pluies avec l'arrivée du phénomène météorologique de « *La Niña* ». Le président Juan Manuel Santos a exprimé le besoin de la coopération du secteur privé et de la solidarité internationale dans cette période déclarée officiellement comme « calamité publique », puisqu'il s'agit de la période hivernale la plus importante des trois dernières décennies.

(Source : El Tiempo : 18/11/2010)

ACTUALITÉS NICARAGUA/COSTA RICA

De vieux conflits territoriaux qui persistent

Les relations entre les deux pays sont tendues depuis quelques semaines, après la dénonciation par les autorités du Costa Rica de la présence de l'armée nicaraguayenne dans la zone revendiquée par les deux pays, suite à des activités de draguage sur le fleuve San Juan. Ce fleuve définit une partie des frontières entre les pays. Le Costa Rica a fait appel à

AMÉRIQUE LATINE & CARAÏBES



l'Organisation des Etats Américains (OEA) et cette dernière a demandé d'éviter la présence de forces militaires dans la région d'aucune des deux parties. Le président nicaraguayen a menacé pour sa part, de quitter l'organisation américaine et a refusé le retrait de ses troupes en affirmant que les seuls bénéficiaires d'une telle action, seraient les narcotrafiquants qui ont pris la région comme route de la drogue vers les Etats-Unis. De son côté, le Costa Rica a saisi la Cour Internationale de Justice (CIJ) en vue de mettre fin définitivement au différend.

(Source : Le Figaro 19/11/10)

Pour plus d'informations :

Felicia Medina, chargée de mission (pôle Amérique latine et Caraïbes)

Courriel : f.medina@cites-unies-france.org

VIETNAM

Président du groupe-pays : Kader Arif, conseiller municipal délégué aux relations internationales de la ville de Toulouse

Les huitièmes assises de la coopération décentralisée franco-vietnamienne à Haiphong

Les huitième assises de la coopération décentralisée franco-vietnamienne ont été accueillies par la troisième ville du Vietnam, Haiphong, les 5 et 6 novembre derniers. Quelque cent personnes ont participé à ces deux jours de travail, dont cent cinquante membres de délégations françaises. Les délégations rassemblaient élus, responsables des relations internationales, responsables d'association, professeurs d'universités engagés dans les partenariats et quelques entreprises. Les assises se sont déroulées dans une atmosphère très amicale et studieuse. Les cinq ateliers « Etat de la coopération décentralisée », « Développement durable », « Service public », « Formation » et « Patrimoine et culture », ont permis d'éclairer les grands enjeux de la coopération décentralisée. Les collectivités y ont présenté leurs projets et leurs perspectives d'actions dans chacune des thématiques. Une meilleure compréhension mutuelle et l'établissement d'une coopération de partenariat a permis, selon les représentants des collectivités locales, une efficacité accrue des projets. Trois enjeux transversaux ont émergé : celui du développement durable, qui peut être intégré à chaque action menée, celui de la formation, condition du développement et celui de la gouvernance dans un contexte où les collectivités vietnamiennes recherchent une plus grande autonomie.

La déclaration commune conclue par les parties françaises et vietnamiennes a réaffirmé l'amitié franco-vietnamienne et le rôle croissant des collectivités locales dans le contexte international. Les deux parties s'engagent au renforcement de la communication, de la coordination des projets et de la coopération dans tous les domaines. Haiphong jouera jusqu'au prochaine assises le rôle de coordinateur des collectivités vietnamiennes.

Il a été décidé que les neuvième assises se tiendraient à Brest en 2013, sous l'égide du conseil régional de Bretagne avec le soutien des collectivités bretonnes.

Les comptes-rendus des ateliers et les textes des interventions sont consultables et téléchargeables sur le site officiel des huitième assises : <http://vietfranco8.com>.

Les actes des assises seront disponibles au courant du premier semestre 2011.

Pour plus d'informations :

Camille Borella, chargée de mission (Vietnam) Katarina Fotic, chargée de mission (Japon)
Courriel : c.borella@cites-unies-france.org Courriel : k.fotic@cites-unies-france.org

Anne-Claire Gaudru, chargée de mission (Chine) Simoné Giovetti, chargé de mission (Arménie)
Courriel : ac.gaudru@cites-unies-france.org Courriel : s.giovetti@cites-unies-france.org

Nicolas Wit, directeur adjoint (Inde)
Courriel : n.wit@cites-unies-france.org

RUSSIE

La 3^{ème} Rencontre franco-russe des collectivités territoriales, les 26 et 27 novembre 2010, à Strasbourg

La ville de Strasbourg, en collaboration avec le ministère des Affaires étrangères et européennes, était en charge de l'organisation de la 3^{ème} rencontre franco-russe des collectivités territoriales, point d'orgue de l'Année croisée franco-russe 2010.

Cet événement, offrant aux 200 participants des délégations russes et françaises un programme de grande qualité, était également l'occasion de mesurer l'ampleur de l'investissement des collectivités locales dans la coopération avec la Russie.

Les 4 ateliers ont été organisés :

- l'Atelier n°1 sur les politiques d'innovation en faveur du développement économique local,
- l'Atelier n°2 sur l'innovation pour un développement urbain durable,
- l'Atelier n°3 sur l'innovation sociale,
- l'Atelier n°4 sur l'innovation dans le domaine culturel.



Séance d'ouverture

Cités Unies France se réjouit du bon déroulement de la rencontre et tout particulièrement de l'atelier « Culture » dont Cités Unies France était co-chef de file avec la ville de Nice.



Muriel Marland-Militello, adjointe au maire de Nice (co-chef de file français), Bertrand Gallet, directeur général de Cités Unies France (co-chef de file français), Laura Garcia Vitoria, rapporteur de l'atelier, Marina Obrazkova, modérateur de l'atelier



Nikolaï Levin, Maire de Petrozavodsk
(chef de file russe)

Les sujets traités par les intervenants français et russes ont permis de mettre en perspective les coopérations culturelles classiques avec leurs aspects innovants. La réussite de cette rencontre est le fruit de l'investissement de tous. La pertinence des propos relatifs au thème de « l'innovation » a pu dégager de nouveaux axes de coopération que nous espérons voir saisis par l'ensemble des acteurs engagés dans la coopération entre la France et la Russie.



Valeri Gavrilov, chef du district municipal de Dmitrov, Association des petites villes touristiques de Russie



Séance de clôture

Plus d'informations sur cette rencontre et pour télécharger les rapports des ateliers, sur le site Internet de Cités Unies France :

<http://www.cites-unies-france.org/spip.php?article1078>

Parution du « Répertoire des partenariats de coopération décentralisée franco-russe » de Cités Unies France - édition novembre 2010



Cités Unies France, investie dans cette Rencontre, a élaboré le « Répertoire des partenariats de coopération décentralisée franco-russe ». Il recense plus de 90 partenariats entre les collectivités territoriales françaises et russes, sur lesquels 19 ont répondu à notre enquête.

Ce Répertoire se veut un outil pratique qui révèle la richesse, la vitalité et le dynamisme de la coopération décentralisée franco-russe, permettant d'accéder à de nombreuses informations concernant les projets de coopération mis en œuvre par les collectivités territoriales et leurs partenaires.

Nous ferons parvenir ladite publication, dans les plus brefs délais, aux collectivités ayant répondu à notre Fiche de capitalisation. (Si vous souhaitez que votre collectivité figure dans ce Répertoire, merci de télécharger cette fiche à l'adresse suivante : <http://www.cites-unies-france.org/spip.php?article1103>, et nous la retourner par fax au : 01 53 41 81 41 ou par courriel : k.fotic@cites-unies-france.org).

SERBIE

Proposition de projet - appel MAEE 2011 : Projet de création d'un réseau des localités serbes pour la promotion et la valorisation des produits agricoles locaux

L'objectif global de ce projet est de contribuer au développement territorial des communautés les plus vulnérables et désavantagées de Serbie par la promotion et la valorisation d'une agriculture de proximité traditionnelle.

Les objectifs spécifiques du projet sont les suivants :

- contribuer à la structuration des acteurs institutionnels locaux en matière de promotion et valorisation des produits agricoles traditionnels ;
- favoriser/Promouvoir le développement de circuits courts pour les produits agricoles locaux du producteur au consommateur.

Communes serbes intéressées par le projet (six au total) sont : Sremski Karlovci, Osecina, Babusnica, Merosina, Svrlijig et Cacak.

Budget total approximatif du projet : 24 500 euros (35% faisant l'objet de la demande au MAEE - le reste réparti entre les communes partenaires). Ce budget est susceptible d'évoluer en fonction des préférences des collectivités françaises.

URGENT ! Les communes serbes citées recherchent pour ce projet des collectivités françaises partenaires.

Pour plus d'informations, il vous est possible de télécharger la proposition de projet établi par le SCAC de l'ambassade de France à Belgrade sur le site Internet de Cités Unies France dans les rubriques Europe et Serbie. Par ailleurs, le service à la coopération administrative et décentralisée de ladite chancellerie est à votre disposition : Juliette Delescluse, chargée de mission Coopération administrative et décentralisée (tél. : +381 66 51 30 138, courriel : delescluse.juliette@gmail.com).

ACTUALITÉS BALKANS



Le Courrier des Balkans
Le portail francophone des Balkans

LA REVUE DE PRESSE DU COURRIER DES BALKANS

<http://balkans.courriers.info>

Crise politique au Kosovo

Les électeurs du Kosovo devront retourner aux urnes le 12 décembre 2010. Le gouvernement de coalition PDK-LDK a volé en éclats, après la démission, fin septembre, du Président Fatmir Sejdiu (LDK). La Cour Constitutionnelle du Kosovo a estimé que son mandat présidentiel était incompatible avec ses fonctions au sein du parti majoritaire. Face à au PDK du Premier

ministre sortant Hashim Thaçi, la LDK sera conduite par le maire de Pristina, Isa Mustafa, tandis que l'AAK enrôle sous sa bannière les « dissidents » de la LDK, notamment Ukë, le fils d'Ibrahim Rugova. L'homme d'affaires Behxhet Pacolli pourrait se retrouver en position d'arbitre. La popularité de feu le Président Rugova est l'objet de convoitises. Le parti que ce dernier a créé se revendique comme étant sa continuité. Son fils espère lui aussi reprendre le flambeau et s'inscrire dans les pas de ce dernier.

Les Serbes tentent de former une liste commune, sans l'aval de Belgrade. Le gouvernement serbe, qui s'est engagé à reprendre les discussions avec Pristina, s'est opposé à ces élections de peur que cela soit interprété comme une reconnaissance tacite. Cependant, le Ministre en charge du Kosovo et la Metohija, Goran Bogdanovic, a déclaré comprendre les serbes des enclaves à participer à ces dernières.

Pour plus d'informations, vous pouvez vous référer aux liens suivants :

Le dossier du Courrier des Balkans :

http://balkans.courriers.info/spip.php?page=dossier&id_article=16234

Intégration européenne : le Kosovo reste sur la touche

Alors que la Bosnie-Herzégovine et l'Albanie ont obtenu, comme la Serbie, la Macédoine (ARY) et le Monténégro l'an dernier, la libéralisation des visas pour l'entrée de leurs ressortissants dans l'espace Schengen, le Kosovo reste le seul Etat de la région à en être exclu. L'absence d'unanimité quant à la reconnaissance du Kosovo par les Etats membres de l'Union européenne bloque toute avancée en ce domaine.

(Source : Le dossier du Courrier des Balkans : <http://balkans.courriers.info/article16208.html>)

Croatie : pollution marine en Adriatique

Depuis le 20 novembre, des bancs de déchets s'étendant sur plusieurs kilomètres remontent la côte orientale de l'Adriatique. Sacs plastiques, carcasses d'animaux, déchets hospitaliers submergent les côtes de l'île de Mljet et de la péninsule de Peljesac, en Croatie. Les courants les poussent vers le nord de l'Adriatique, une mer déjà affectée par de nombreuses sources de pollution : industries, tourisme de masse, sans oublier les séquelles des bombardements de l'OTAN.

(Source : Le dossier du Courrier des Balkans : http://balkans.courriers.info/spip.php?page=dossier&id_article=16365)

La réconciliation serbo-croate : un modèle pour la région ?

Quinze ans après l'opération « Tempête », dix ans après le dépôt de plainte pour génocide de la Croatie auprès de la CIJ, Zagreb et Belgrade tentent de refermer les plaies du passé. Depuis l'élection d'Ivo Josipovic, début 2010, les relations bilatérales se normalisent. Visite

officielle du Président croate en Serbie, excuses croates pour les victimes serbes de Krajina, excuses serbes pour celles de Vukovar : les deux camps multiplient les signes de réconciliation. Le couple serbo-croate, un axe de stabilité pour les Balkans ?

On peut remarquer que de véritables étapes en matières de coopération entre les deux Etats ont été franchies. Le 8 juin 2010, la Serbie et la Croatie signèrent un accord bilatéral de coopération militaire, et le 29 juin 2010, les deux pays conclurent un accord bilatéral d'extradition. Par ailleurs, le Président serbe, Boris Tadic, a mis l'accent sur la coopération économique entre la Serbie et la Croatie comme un facteur de réconciliation. Par ailleurs, cette dernière s'évertue à soutenir la candidature serbe à l'Union européenne en lui remettant, des mains de son Premier ministre, le questionnaire, représentant l'anti-chambre au statut de candidat officiel.

(Source : Le Courrier des Balkans : http://balkans.courriers.info/spip.php?page=dossier&cid_article=16250)

Le Courrier des Balkans : tous les jours, l'essentiel de l'actualité des pays d'Europe du Sud-Est : pour avoir accès aux 15 000 articles en archives, souscrivez un abonnement au site : <http://balkans.courriers.info/abo.php3>

Pour plus d'informations :

Katarina Fotic, chargée de mission (Russie)

Courriel : k.fotic@cites-unies-france.org

Simoné Giovetti, chargé de mission (Europe du Sud-Est)

Courriel : s.giovetti@cites-unies-france.org

ACTUALITÉS ALGÉRIE

Relations économiques franco-algériennes

Jean Pierre Raffarin, dans le cadre de sa mission de coordination des relations économiques franco-algériennes, s'est rendu à Alger le 24 novembre dernier. Il y a rencontré le Premier ministre Ahmed Ouyahia, le ministre de l'Industrie, des PME et de la Promotion de l'Investissement, Mohamed Benmeradi, ainsi que le ministre des Transports, Amar Tou.

Une douzaine de projets économiques ont été abordés dont une bonne moitié serait en bonne voie selon les dires de l'ex-premier ministre. L'implantation d'une usine Renault en Algérie a notamment été discutée.

Cette visite couronne une série de contacts bilatéraux de haut niveau et la solution de questions épineuses, ce qui avait amené le président Abdelaziz Bouteflika à juger le 18 octobre que les relations algéro-françaises "se portent bien".

(Source : El Watan, édition du 25/11/10)

ISRAËL

Président du groupe-pays : Charles Assouline, adjoint au maire de Créteil

Réunion du groupe-pays : vers les assises de la coopération décentralisée franco-israélienne

Une réunion du groupe-pays s'est déroulée le 25 novembre dernier dans les locaux de Cités Unies France. L'objectif du président du groupe-pays Israël, Charles Assouline, était de déterminer avec les membres les grandes lignes des futures assises israélo-françaises qui se dérouleront à Haïfa, fin octobre 2011. Plusieurs thématiques ont été dégagées : développement économique, aménagement des espaces publics, échanges universitaires notamment autour de la recherche & développement autour des nouvelles technologies, un thème articulé autour de la mémoire et du patrimoine. Enfin, une large place devrait être faite à des projets sur la jeunesse.

Elles seront proposées et discutées avec partenaires israéliens lors de la visite les 7, 8 et 9 décembre prochains d'une délégation française menée par Charles Assouline.

LIBAN

Président du groupe-pays : Jean-Michel Daclin, adjoint au maire de Lyon

Un programme concerté à forte résonance politique

Les collectivités du groupe-pays Liban se sont réunies le 29 novembre dernier. En présence de Martine Herlem du SCAC de l'Ambassade de France à Beyrouth et de Béchir Odeimi du

BTVL, les collectivités ont acté le principe d'un renforcement de la dimension politique du « programme concerté Liban ».

Aux séminaires thématiques initialement prévus dans le programme, s'ajoute notamment une rencontre politique entre élus libanais et français à Paris, en février 2011, favorisant des échanges sur la décentralisation.

S'ensuivra une réunion à Beyrouth, entre comité des Maires et ministre libanais de l'intérieur, réunion à laquelle seront conviés quelques élus français.

En juin 2010 se tiendront à Beyrouth les assises de la coopération décentralisée franco-libanaises, qui permettront de lancer le cycle de conférences sur la décentralisation. L'organisation plus précise de cette première phase du programme sera largement abordée lors de la prochaine réunion du groupe-pays Liban, le 7 janvier prochain, à Cités Unies France.

Le relevé de décision de la réunion sera très prochainement disponible sur le site de Cités Unies France.

MAROC

Président du groupe-pays : Jacques Rocca Serra, adjoint au maire de Marseille

REPORT de la réunion du groupe-pays Maroc

Le président du groupe-pays Maroc, Jacques Rocca Serra, a décidé de reporter la réunion du groupe pays Maroc, initialement prévue mardi 7 décembre 2010.

Cette décision a été prise en raison de l'indisponibilité du représentant du service de coopération et d'action culturelle de l'Ambassade de France à Rabat. Un déplacement ministériel est à l'origine de cet empêchement : en effet, le ministre français de l'Intérieur se rend à cette date au Maroc pour finaliser, entre autres points, l'accord concernant le fonds de soutien à la coopération décentralisée maroco-française.

La date de la prochaine réunion devrait vraisemblablement se tenir à la fin du mois de janvier 2011. Les membres du groupe-pays Maroc recevront prochainement une invitation.

Cités Unies France s'excuse auprès des membres du groupe-pays et des personnes qui s'étaient déjà inscrites pour ce report et la gêne occasionnée.

ACTUALITÉS MAROC

Sahara Occidental

De graves heurts ont éclaté entre forces de l'ordre marocaines et manifestants sahraouis le 8 novembre dernier. Les sahraouis avaient établi un camp depuis plusieurs semaines à quelques kilomètres de Laâyoune en signe de protestation. Cette protestation a pris une tournure

politique lorsque le Front Polisario et l'exécutif marocain se sont emparés de cet événement pour relancer le débat sur le statut juridique du Sahara occidental.

Les bilans des affrontements sont très différents selon les parties. 11 morts selon les forces de police marocaines dont 10 parmi leurs rangs. Le Front Polisario a pour sa part affirmé mardi que 11 personnes avaient été tuées, 723 blessées et 159 portées disparues lors de l'intervention des forces marocaines.

(Source : AFP, dépêches du 8 au 14 novembre)

PALESTINE

Président du Réseau de coopération décentralisée pour la Palestine : Claude Nicolet, conseiller communautaire, communauté urbaine de Dunkerque

La réunion du RCDP, le 18 octobre 2010

La dernière réunion du RCDP fut l'occasion de revenir sur les moyens juridiques dont disposent les collectivités locales pour manifester leur désaccord avec la politique coloniale de l'Etat Israélien. A cet effet, le président du RCDP et Cités Unies France avaient invité Maître Gilles Devers, avocat au barreau de Lyon et défenseur des militants de la campagne BDS (Boycott-Désinvestissement-Sanctions).



Point juridique extrait du compte-rendu de la réunion

« ...L'action politique des collectivités en faveur des palestiniens se distingue de celles de mouvement associatif car les actes qu'elles prennent peuvent être sanctionnés. La mobilisation des collectivités peut passer par de l'action politique mais aussi juridique.

Les évolutions du droit, notamment européen, permettent d'avoir **une réponse juridique appropriée aux agissements d'Israël dans les territoires palestiniens**. Il cite notamment

les exemples de Sabra et Chatilla où les protestations n'avaient pas été traduites en poursuites et l'attaque de la flottille humanitaire ou au contraire un dossier de plainte a été déposé à la Cour Pénale Internationale.

Cette évolution du droit européen a accouché d'une nouvelle référence pour les collectivités territoriales : l'arrêt Brita. Cet arrêt marque une nouvelle jurisprudence de la Cour de justice de l'Union européenne qui semble favorable aux actions des collectivités territoriales européennes.

M. Devers revient sur les travaux juridiques qu'il a mené pour le mouvement BDS (boycott désinvestissements & sanctions) qui fait campagne contre les produits importés des colonies israéliennes :

- Sur le respect des frontières et de la souveraineté : pour le droit européen la seule frontière reconnue c'est celle de 1949, c'est à dire la ligne verte. Or un pays ne peut avoir d'activité économique ni implanter sa population sur un territoire qui ne lui appartient pas. Les territoires occupés depuis 1967 n'ont jamais fait l'objet d'une reconnaissance par l'ONU,
- Territoires, exportations et production de biens sont liés dans la même problématique : un pays ne peut exporter que ce qui lui appartient à l'intérieur de ces frontières.

L'arrêt Brita réaffirme qu'au regard du droit international et européen les frontières d'Israël sont celles de 1949. La CJUE n'invente rien en l'espèce, elle ne fait que dire le droit.

Claude Nicolet intervient pour demander si l'on peut donc affirmer que la campagne BDS :

- ne remet pas en cause la création de l'Etat d'Israël ?
- ne concerne que les territoires occupés après 1967 ?

Maître Devers confirme qu'il n'est pas question de remettre en cause les frontières de 1949, puisque l'ONU a reconnu ces dernières.

De même qu'il faut se baser sur les résolutions du Conseil de Sécurité qui déclarent que l'ensemble des territoires palestiniens sont sous occupation étrangère, ce que reconnaît également la Cour de Justice des Communautés Européennes (ndlr : ancienne dénomination de la CJUE)... »

RCDP : Les assises de 2011 se profilent à l'horizon

Les membres du Réseau de Coopération Décentralisée pour la Palestine se sont réunis à Cités Unies France le 30 novembre dernier pour définir une position commune sur les futures assises franco-palestiniennes de 2011. Cette position sera présentée aux partenaires palestiniens, organisateurs de l'événement, par la délégation française menée par Claude Nicolet (président du RCDP), qui se rendra sur place du 10 au 12 décembre prochains.

Le compte-rendu de cette réunion sera bientôt disponible sur le site internet de Cités Unies France.

Réseau européen des collectivités territoriales pour la paix au Proche Orient (COEPPPO)

Réunion du Réseau 27-28 octobre 2010, à Barcelone

A l'ordre du jour de cette réunion, deux points centraux pour le Réseau :

- 1) la discussion pour l'élaboration et l'approbation du statut associatif du Réseau,
- 2) l'agenda du travail pour l'année 2010-2011.

Pour le **premier point**, il a été décidé que le Réseau formalisera son existence dans le premier trimestre 2011 et il se dotera d'un statut transitoire de la durée de deux ans. Une présidence rotative, composée d'un président et trois vice-présidents, représentants des quatre réseaux nationaux des collectivités locales fondateurs du Réseau Européen (CUF-RCDP, *Enti Loclai per la pace e i diritti umani*, Fonds Catalan de la coopération, Fonds andalous de la coopération), représentera le Réseau européen.

Le Réseau européen laissera ouvertes ses portes à toutes les collectivités locales et réseaux des villes européens et mondiaux qui souhaitent en devenir membres et participer ainsi à ses activités.

Un dispositif pour rendre effectif l'adhésion sera proposé aux membres candidats.

Une assemblée générale et un conseil de coordination garantiront la participation de tous les acteurs souhaitant s'engager dans des projets de paix et de dialogue en partenariat avec le Réseau européen.

Un secrétariat sera créé avec la participation et l'effort de ses membres fondateurs et sera composé de la présidence. Elle aura un rôle exécutif et administratif (relations extérieures, communication,...) du programme approuvé par le Comité de coordination.

Le fonds catalan étudiera les implications et les responsabilités, du point de vue juridique et administratif et comptable, du futur siège légal du Réseau.

Le Réseau explorera les différentes pistes de financements possibles pour son fonctionnement et pour ses activités.



Concernant le **deuxième point**, l'association italienne des collectivités locales propose l'organisation d'une grande initiative des collectivités locales européennes engagées dans la région, à Bruxelles, au Parlement européen, afin d'interroger les institutions européennes pour qu'elles agissent activement dans la Région. Cette manifestation devrait avoir lieu pendant le mois de juin 2011.



Le RCDP et Cités Unies France ont annoncé leur projet d'organisation, en 2011, des Assises de la coopération décentralisée franco-palestinienne (décembre 2011) et franco-israélienne (octobre 2011). Ces rencontres seront l'occasion pour le Réseau européen d'intervenir.

Les Réseaux espagnols organisent, le 14 décembre prochain, une audition du réseau Européen auprès du Parlement espagnol, à Madrid. Le RCDP participera à cette réunion.

Enfin une initiative commune du Réseau européen sera menée dans le cadre du fonds d'urgence de Gaza.

TURQUIE

RAPPEL : Réunion préparatoire à la création d'un groupe-pays Turquie, à Cités Unies France, le 14 décembre 2010, de 14h00 à 17h00 heures, dans les locaux de Cités Unies France

Le bulletin d'inscription et l'ordre du jour de cette réunion se trouvent sur le site de Cités Unies France.

Actualités des coopérations

Le 20 novembre 2010 s'est tenue, au conseil général de Gironde, la cérémonie de signature de l'accord de coopération entre le conseil général de la Gironde et la municipalité métropolitaine de Samsun.

La cérémonie s'est déroulée en présence d'une délégation de la ville de Samsun conduite par Monsieur le Maire, Yusuf Ziya Yilmaz, le président du conseil général de la Gironde, sénateur et vice-président du groupe d'amitié franco-turque, Monsieur Philippe Madrelle, Madame Berris Ekinci, consul général de Turquie à Marseille et avec le soutien de l'Ambassade de France à Ankara.

L'accord porte sur des projets en cours, tels que la réhabilitation du Delta de Kizilirmak avec, notamment, le parc ornithologique du Teich, le partenariat entre l'Université de Bordeaux 2 et le département français de l'Université de Samsun, et prévoit de nouveaux projets qui seront développés et précisés dès le début de l'année 2011.

ACTUALITÉS TURQUIE

Rapport annuel d'évaluation de la candidature turque à l'Union européenne

La Commission européenne a rendu le 9 novembre 2010 son rapport annuel sur l'état d'avancement de la candidature de la Turquie.

Sur le plan politique, ce rapport observe que depuis la fin de l'année 2009, l'actualité a été dominée par la réforme constitutionnelle, par l'ouverture kurde et par les multiples procès qui visent principalement la hiérarchie militaire.

En ce qui concerne la révision constitutionnelle adoptée le 12 septembre 2010 par référendum, le « *Turkey Progress Report 2010* » réitère l'opinion qu'avait formulée à son égard la Commission européenne : les changements proposés « vont dans la bonne direction » et « traitent les priorités soulignées par le Partenariat d'adhésion ».

En ce qui concerne la question kurde, le rapport salue les efforts qui ont étendu les possibilités d'usage des langues kurde et arabe dans le sud-est ainsi que l'accroissement des investissements régionaux découlant du GAP (*Güney Anadolu Projesi*, projet d'Anatolie du sud-est : opération d'aménagement du territoire menée par le gouvernement turc, reposant d'abord sur le développement corrélatif de l'hydroélectricité et de l'irrigation).

Il regrette toutefois que « les mesures annoncées dans le cadre de l'ouverture démocratique aient été en deçà des espérances et n'aient finalement pas pu être suivies d'effets concrets ». Parmi les observations les plus sévères effectuées par la Commission européenne, à l'occasion de cette évaluation annuelle, figurent celles concernant le conflit chypriote. Le rapport 2010 observe que la Turquie n'applique toujours pas les obligations de non-discrimination et de totale ouverture des mouvements commerciaux à l'égard de Chypre, qui découlent de l'accord d'Union douanière et de son protocole additionnel.

(Source : Extraits de l'article sur le site : www.turquieeuropéenne.eu)

Pour plus d'informations :

Simoné Giovetti, chargé de mission (Palestine, Israël, Réseau européen COEPPPO)

Courriel : s.giovetti@cites-unies-france.org

Linda Naili, chargée de mission (Algérie, Maroc)

Courriel : l.naili@cites-unies-france.org

Virginie Rouquette, chargée de mission (Maroc, Liban, Tunisie)

Courriel : v.rouquette@cites-unies-france.org

Béatrice Zareczky Weinberg, chargée de mission (Turquie)

Courriel : b.zareczkyweinberg@cites-unies-france.org

Convention Cités Unies France/France Volontaires

Concrétisant une collaboration de longue date entre nos deux organisations, une convention de partenariat a été officiellement signée entre Cités Unies France et France Volontaires à Dakar, le 5 novembre dernier, au cours des Assises euro-sénégalaises de la coopération décentralisée. Cette convention va permettre de renforcer ce travail en commun, tout en permettant une meilleure information des collectivités territoriales sur les engagements volontaires et solidaires à l'international et sur la façon de les mobiliser au service de leur politique jeunesse et de coopération internationale.

Plusieurs priorités sont à l'ordre du jour, dont la rédaction d'un document de communication sur les Volontariats Internationaux et d'Echange et de Solidarité (VIES) à destination des collectivités membres de CUF, l'organisation d'une journée régionale de présentation des volontariats à l'international qui se déroulera au premier trimestre 2011 et la mise en place d'un espace de concertation sur la sécurité au Sahel. La mobilisation des « Espaces Volontariats » de France Volontaires, actuellement au Sénégal, au Cameroun et au Burkina Faso, comme des espaces ressources pour les collectivités, constitue également un élément important de cette collaboration.

Ouverture des « Espaces Volontariats »

Lieux de ressources sur les volontariats internationaux d'échange et de solidarité (VIES), d'échange et d'accompagnement des acteurs (organisations d'envoi, structures d'accueil, volontaires), les Espaces Volontariats mis en place par France Volontaires dans le cadre de ses nouvelles missions commencent à ouvrir leurs portes. Les deux premiers Espaces (Cameroun et Sénégal) ont ouvert le 1er juillet dernier, et l'Espace Volontariats au Burkina Faso a ouvert le 1er août. Et d'ici mars 2011, 7 nouveaux Espaces seront en place (Egypte, Togo, Madagascar, Maroc, Mali, Cambodge, Pérou) et plus de 20 seront opérationnels à la fin 2012. Cités Unies France s'attachera à mieux identifier les missions et le champ d'intervention de ces Espaces, notamment à travers des échanges avec ses adhérents au sein des groupes-pays, auxquels France Volontaires sera conviée.

Toutes les informations pratiques, des conseils pays et des contacts sont disponibles sur le site Internet dédié aux Espaces Volontariats : www.reseau-espaces-volontariats.org.

Coordonnées des espaces ouverts dernièrement :

Pour le Sénégal :

Sacré Cœur II, Immeuble Sokhna Astou LO, Bloc A 4ème étage à Dakar

Tél : +00 (221)33 824 52 95/77 270 91 26

Courriel : espace-volontariats.senegal@francevolontaires.org

Animatrice : Salla FALL

Pour le Cameroun :

Rue Bindzi, Dragages BP 1616 à Yaoundé

Tél : + 00 (237) 22 20 07 72

Courriel : espace-volontariats.cameroun@francevolontaires.org

Animateur : Serge EKANI

Pour le Burkina Faso :

Quartier Koulouba, Avenue John Kennedy, Porte N°755

01 BP 947 à Ouagadougou

Tél : +00 (226) 50 30 70 43/50 31 82 03

Courriel : espace-volontariats.burkina-faso@francevolontaires.org

Animateur : René PODA

Les Rencontres « Initiatives Jeunes Solidaires »

Le conseil général des Hauts-de-Seine organise, le 6 décembre prochain, les Rencontres « Initiatives Jeunes Solidaires ». Ces rencontres seront l'occasion de présenter le dispositif de soutien aux projets de solidarité internationale des jeunes alto-séquanais de 18-30 ans ainsi que les projets réalisés dans ce cadre.

Pour plus d'informations :

Linda Naili, chargée de mission (Jeunesse)

Courriel : L.naili@cites-unies-france.org

Président du groupe thématique : Jean-Claude Mairal, conseiller municipal de Creuzier le Vieux, conseiller communautaire à Vichy Val d'Allier et secrétaire du Pays Vichy Auvergne

Assises euro-sénégalaises : la coopération sur le tourisme se diversifie

Intégré à l'atelier développement économique, l'atelier tourisme responsable a mis en lumière des initiatives portées par six panélistes de tous niveaux de collectivités (La Rochelle, conseil général de l'Isère, région Alsace) en binôme avec différents acteurs (office du tourisme, expert en opération fluvio portuaire CREOCEAN, ONG Tetraktys). Présidés par Oumar Gueye, et conclus par Mamadou BA, les échanges ont illustré, au-delà du rôle fondamental des collectivités dans l'appui et l'accompagnement du tourisme pour un développement intégré, la capacité du tourisme à se développer sur des territoires très différents.

Le débat "flash" a engagé la réflexion sur la nécessité de mettre en œuvre une approche territoriale à l'échelle du fleuve Sénégal, pour créer des synergies entre les pratiques existantes, thème qui fera l'objet d'une réunion au sein de la Plate-forme coopération et tourisme.

1^{ère} réunion du groupe « tourisme » de CGLU, 22-26 novembre 2010, Mexico

Cités Unies France, en tant que secrétariat adjoint du groupe de travail « tourisme » de CGLU, a participé à l'atelier de lancement du groupe de travail, du 22 au 26 novembre 2010 dans l'Etat du Yucatan.

La participation d'une quinzaine d'acteurs (réseaux, collectivités, associations, université, opérateurs) venus de 7 pays de tous les continents ont échangé sur leur engagement actuel en matière de développement touristique et leurs attentes vis à vis du groupe de travail. Le cœur de l'atelier de quatre jours était l'expérimentation des initiatives de tourisme responsable au Yucatan, qui débouchait sur un débat technique entre les participants au regard du contexte et des actions de chacun. L'atelier a débouché sur la rédaction d'un document fondateur appelé « Déclaration de Mérida », faisant apparaître les points centraux de la réflexion.

Un plan d'action en trois points a été validé collectivement pour maintenir la dynamique et structurer l'engagement de tous d'ici à la prochaine réunion du groupe tourisme de CGLU à Nantes, proposée par la région Pays de la Loire.

Cette inauguration du groupe a bénéficié de l'accompagnement par un représentant de CGLU, Jean-Pierre Elong MBassi, rappelant le contexte du groupe de travail et la nécessité de s'ancrer sur le travail existant de la coopération notamment celle de Pays de la Loire Yucatan, mais à plus forte mesure aux travaux de Cités Unies France.

Lianes Coopération organise une journée dédiée au tourisme responsable

Le 9 décembre, à Arras, le réseau régional de Nord Pas-de-Calais a choisi une animation au service des acteurs du territoire favorisant les connaissances et les pratiques du tourisme responsable.

Un comité de pilotage diversifié a permis de penser en amont des problématiques porteuses enclines à mettre en perspective ce type de développement.

Pour plus d'informations :

Anne-Claire Gaudru, chargée de mission (Tourisme responsable)

Courriel : ac.gaudru@cites-unies-france.org

Seconde réunion de la Commission « Autorités locales » du Comité National Français du 6^{ème} Forum Mondial de l'Eau

La seconde réunion de la Commission « Autorités locales » du Comité National Français du 6^{ème} Forum Mondial de l'Eau se tiendra dans les locaux de Cités Unies France, le mercredi 15 décembre 2010, de 9h30 à 12h30.

La Commission Autorités Locales du Comité National Français pour le 6^{ème} Forum Mondial de l'Eau est présidée par Serge Lepeltier, président du Comité de Bassin Loire-Bretagne, maire de Bourges.

Le Partenariat Français pour l'Eau assure le secrétariat de cette Commission.

Pôle d'expertise européenne - formation : « Comment répondre aux appels à propositions européens ? »

Les 24, 25 et 26 novembre derniers, Cités Unies France et l'Agence française du développement ont organisé la deuxième session de formation à destination des collectivités territoriales françaises sur les financements européens. En présence d'experts, de la représentation permanente de la France auprès de l'Union européenne, de l'AFD et de Cités Unies France, les stagiaires ont reçu une formation leur donnant les clés pour trouver les financements susceptibles de financer leur projet. Ils ont également acquis les éléments nécessaires pour monter un cadre logique et ainsi remplir une demande de subvention européenne. Les stagiaires se sont déclarés très satisfaits de ce module qui a répondu à leurs attentes en la matière. Ils ont particulièrement apprécié la pédagogie interactive de la formation, permettant à chacun d'acquérir la logique de l'approche projet par objectif préconisée par l'Union et par l'ensemble des bailleurs internationaux.

Une troisième édition de la même formation sera proposée courant mars 2011, les dates seront communiquées rapidement.

Les journées européennes du développement

La 5^{ème} édition des Journées européennes du développement (JED) se dérouleront à Bruxelles les 6 et 7 décembre 2010. Organisées par la Commission européenne et la présidence belge du Conseil de l'Union européenne, les JED constituent un forum européen où se débattent les questions et les enjeux de la coopération internationale au développement. Un atelier dédié aux autorités locales sur l'efficacité de l'aide, organisé par Platforma, se tiendra le lundi 6 décembre de 14h30 à 16h30. L'événement sera diffusé en ligne (*Webstream*) sur le site internet des JED.

Le programme général des JED est disponible à l'adresse suivante :

http://www.eudevdays.eu/useful_documents_fr.cfm.

Consultation de l'Union européenne sur la politique de développement de l'Union

Un livre vert est un document publié par la Commission européenne dont le but est de stimuler une réflexion au niveau européen sur un sujet particulier. Ils invitent ainsi les parties concernées (organismes et individus) à participer à un processus de consultation et de débat. La Commission vient ainsi de publier un livre vert sur la politique de développement de l'UE en faveur de la croissance inclusive et du développement durable (voir le site d'Europa : Commission européenne, développement, consultation).

L'objectif de ce livre vert est de lancer un débat sur la façon dont l'Union peut améliorer l'impact de sa politique de développement et d'étudier « comment elle peut soutenir au mieux les efforts des pays les plus pauvres dans la promotion d'une croissance inclusive et

« durable en vue d'accélérer les progrès vers les Objectifs du Millénaire pour le Développement (ODM) et de réduire la pauvreté », selon les termes de la Commission. Elle pose des questions autour de quatre questions principales : Comment maximiser l'impact de la politique de développement de l'UE ? Comment encourager une croissance plus forte, et plus inclusive, dans les pays en développement ? Comment promouvoir le développement durable en tant que vecteur pour les progrès ? Comment atteindre des résultats durables dans le domaine de l'agriculture et de la sécurité alimentaire ?

Cités Unies France invite les collectivités à lui faire part de leur contribution à cette consultation. Les positions des autorités locales feront l'objet d'une contribution globale à travers Platforma. Les collectivités peuvent doubler leur participation collective d'une contribution individuelle pour plus d'impact.

Pour plus d'informations :

Camille Borella, chargée de mission (Institutions européennes)

Courriel : c.borella@cites-unies-france.org

CITÉS ET GOUVERNEMENTS LOCAUX UNIS (CGLU)



Une nouvelle présidence élue à la tête de CGLU

Le troisième Congrès de CGLU qui s'est tenu à Mexico, du 17 au 20 novembre 2010, a vu le renouvellement de la présidence et des instances statutaires de l'organisation mondiale. Fondée en 2004, CGLU entre désormais dans un nouveau cycle, avec l'élection de **Kadir Topbas, maire d'Istanbul**, en tant que nouveau président de l'organisation mondiale.

Cinq co-présidents accompagneront le maire d'Istanbul : Antonio Costa, maire de Lisbonne (Portugal) ; Johnny Araya de San Jose (Costa Rica) ; Wan Qingliang de Canton (Chine) ; Muchadeyi Masunda de Harare (Zimbabwe) et Ilсур Metsin de Kasan (Fédération de Russie). Ted Ellis, maire de Bluffton (Indiana, Etats-Unis), a été élu trésorier.

Le maire Topbas, nouveau président de CGLU, a par ailleurs exprimé son grand honneur d'être le président de l'organisation mondiale. Il a souligné la nature collégiale de l'équipe présidentielle et son engagement à travailler pour l'élargissement de CGLU.

La ville de Rabat, capitale du Maroc, a par ailleurs été choisie pour accueillir le prochain Congrès mondial de CGLU, en 2013.

AGENDA DE LA COOPÉRATION DÉCENTRALISÉE

Pour plus d'information voir aussi l'agenda de la coopération décentralisée sur le site de Cités Unies France (www.cites-unies-france.org)

TITRE	LIEU	DATES	INITIATIVE
4 ^{ème} édition de la Semaine économique de la Méditerranée	Marseille	29 novembre - 4 décembre	Région PACA/Ville de Marseille/CU Marseille Provence Métropole/Euroméditerranée/CCI Marseille Provence/MAEE
Colloque Coopintour sur la « Coopération internationale pour un tourisme responsable et une valorisation touristique des territoires »	Saint Quentin en Yvelines	30 novembre - 1 ^{er} décembre	CEMOTEV
XV ^{ème} sommet de Mercociudades	Belo Horizonte	1 - 3 décembre	Mercociudades/Ville de Belo Horizonte/ Front national de Maires du Brésil (FNP)
Atelier « Développement économique et coopération décentralisée »	Marseille	3 décembre (après-midi)	MAEE/ Commission Méditerranée de CGLU
Rencontres « Initiatives jeunes solidaires »	Nanterre	6 décembre	Conseil général des Hauts de Seine
Journées européennes de développement	Bruxelles	6 - 7 décembre	Commission européenne
Réunion du Comité directeur du Conseil des Communes et Régions d'Europe (CCRE)	Luxembourg	6 - 7 décembre	CCRE
REPORT ! Réunion du groupe-pays Maroc	CUF	7 décembre	CUF
Réunion du groupe-pays Mauritanie	CUF	9 décembre	CUF
Colloque « Ethique dans le tourisme à international : quelles perspectives pour le tourisme responsable ? »	Arras	9 décembre	Lianes Coopération
Réunion du groupe-pays Burkina Faso	CUF	10 décembre	CUF

AGENDA DE LA COOPÉRATION DÉCENTRALISÉE

Pour plus d'information voir aussi l'agenda de la coopération décentralisée sur le site de Cités Unies France (www.cites-unies-france.org)

TITRE	LIEU	DATES	INITIATIVE
Réunion avec des élus chiliens	Paris	13 décembre	AMF/CUF
Réunion préparatoire à la création d'un groupe-pays Turquie	CUF	14 décembre (après-midi)	CUF
Seconde réunion de la commission « Autorités locales » du Comité national français du 6 ^{ème} Forum mondial de l'eau	CUF	15 décembre (matin)	Commission « Autorités locales » du Comité national français
Réunion du groupe-pays Mali	CUF	16 décembre	CUF

ANNÉE 2011

TITRE	LIEU	DATES	INITIATIVE
Réunion du groupe-pays Liban	CUF	7 janvier (après-midi)	CUF
Réunion du bureau exécutif et du conseil national de Cités Unies France	CUF	26 janvier	CUF

COLLECTION «GROUPE - PAYS» : 25,00 euros

- Dossier pays POLOGNE (2008)
- Dossier pays ROUMANIE (2008)
- Dossier pays HONGRIE (2005)
- Dossier pays RÉPUBLIQUE TCHÈQUE (2005)
- Dossier pays CROATIE (2006)
- Dossier pays RUSSIE (à paraître 2011)
- Dossier pays JAPON (deuxième édition - avril 2010)
- Dossier pays CHINE (à paraître 2011)
- Dossier pays INDE (à paraître 2011)
- Dossier pays TURQUIE (2008)
- Dossier pays MAROC (2007)
- Dossier pays TUNISIE (2005)
- Dossier pays LIBAN (2007)
- Dossier pays ISRAËL (2007)
- Dossier pays PALESTINE (2008)
- Dossier pays BRÉSIL (2006) (épuisé - nouvelle édition à paraître en 2011)
- Dossier pays NICARAGUA (2006)
- Dossier pays HAÏTI (à paraître en 2011)
- **NOUVEAU !** Dossier pays BÉNIN (édition - octobre 2010)
- **NOUVEAU !** Dossier pays BURKINA FASO (édition - juin 2010)
- Dossier pays MALI (2009)
- Dossier pays TOGO (2009)
- Dossier pays MAURITANIE (2008)
- Dossier pays SÉNÉGAL (2007)
- Dossier pays NIGER (à paraître en 2010)

RÉPERTOIRES DES PARTENARIATS DE LA COOPERATION DÉCENTRALISÉE : 15,00 euros

- franco-russes
- franco-polonais
- franco-roumains
- franco-tchèques
- franco-hongrois
- franco-chinois
- franco-japonais
- franco-algériens
- franco-marocains
- franco-tunisiens
- franco-libanais
- franco-israéliens
- franco-palestiniens
- franco-américains (France - Etats-Unis)
- France-Amérique latine et Caraïbes
- franco-sénégalais
- franco-togolais
- franco-burkinabè
- franco-maliens
- franco-malgaches
- franco-béninois
- franco-mauritaniens
- franco-camerounais

COLLECTION « RÉFLEXIONS » : 15,00 euros

- **L'éducation au développement et à la solidarité internationale** (CUF-Educasol - mars 2010)
- Migrants et collectivités territoriales (2008)
- L'impact local de la coopération décentralisée sur les territoires (2006)
- Les Jeunes, la vie locale et l'action internationale (2003)
- Regards sur la coopération décentralisée franco-burkinabé (2003)
- Pauvreté et inégalités en Afrique Subsaharienne (2002)

COLLECTION « RÉFÉRENCE » : 25,00 euros

NOUVEAU !

- **La coopération internationale des collectivités territoriales et l'UE : l'Allemagne, l'Espagne, la France, l'Italie, le Royaume-Uni et la Suède face à la Commission européenne** (CUF-AFD, mai 2010)
- Coopération décentralisée et alimentation en Afrique (CUF-CFSI - mars 2010)
- Les collectivités territoriales et l'engagement des jeunes à l'international (novembre 2009)
- Les instruments juridiques de la coopération décentralisée (deuxième édition - décembre 2008)

COLLECTION « GROUPE-PAYS » : 40,00 EUROS

(comprenant le Répertoire des partenariats)

- **NOUVEAU!** Dossier pays AFRIQUE CENTRALE (octobre 2010)
- Dossier pays VIETNAM (2005)

OUVRAGES HORS COLLECTION

- Coopération décentralisée pour le développement durable, guides méthodologiques, en partenariat avec l'AFCCRE et l'Association 4D (2005)
15 euros
- L'évaluation des partenariats de coopération décentralisée
10 euros
- Coopération décentralisée au développement local urbain en Afrique - 2 volumes (2000)
10 euros
- Accompagner les collectivités territoriales du Sud dans la gouvernance de leur territoire: Comment la coopération décentralisée peut-elle renforcer les capacités de maîtrise d'ouvrage des collectivités partenaires ? *Rapport complet* en partenariat avec F3E et PAD Maroc (2009)
10 euros
- Rendons le pouvoir à l'Afrique, Philippe MILON (L'Harmattan - 2009)
22 euros
NOUVEAU !
- **Cahiers de la coopération décentralisée**
L'action internationale des collectivités locales - n° 2 - août 2010
30 euros (15 euros pour les adhérents de CUF)

BON DE COMMANDE

à retourner à Cités Unies France

Fax : 01 53 41 81 41

Nom :
Prénom :
Fonction :
Collectivité :
Adresse :
CP : Ville :
Tél. : Fax :
Courriel :

Je joins un chèque deeuros à ce bulletin (un reçu sera adressé avec les ouvrages)

Je paye par virement administratif (joindre le bon de commande de la collectivité)

Frais d'envoi - 5 euros pour l'étranger

Pour plus d'informations, merci de contacter :
Katarina FOTIC, responsable des publications
Courriel : k.fotic@cites-unies-france.org

NB : Merci de préciser les ouvrages souhaités.

Télécharger le bon de commande sur le site Internet de Cités Unies France :
www.cites-unies-france.org/spip.php?rubrique46

N'hésitez pas à envoyer vos messages à : coop-dec@cites-unies-france.org

Directeur de publication : Charles Josselin

Rédacteur en chef : Bertrand Gallet



9, rue Christiani 75018 Paris • Tél. : (+33/0)1 53 41 81 81 • Fax : (+33/0)1 53 41 81 41

Site Internet : www.cites-unies-france.org

Courriel : coop-dec@cites-unies-france.org

Pour s'abonner à la Lettre : e.seyoum@cites-unies-france.org